

Revue de presse du 15 au 30 avril 2011

SOLIDARITE – INITIATIVES LOCALES

Nord-Pas-de-Calais - Dourges

Une marche contre les expulsions sans solution

la Voix du Nord – mardi 17 avril

Comme prévu, pour protester contre l'« évacuation musclée » de cette semaine, une vingtaine de Roms anciennement installés à Dourges, accompagnés de bénévoles de Fraternité Roms 62, de représentants d'associations diverses, et quelques élus communistes, ont parcouru la demi-douzaine de kilomètres entre la mairie de Dourges et la CAHC (propriétaire du terrain d'où les familles ont été expulsées le 12 avril).

La manifestation vise à avoir un « un impact sur la population, et permet de faire comprendre qu'on ne donne pas carte blanche aux élus sur tout », exprime Sandrine Leroy, du collectif Fraternité Roms 62.

Pour l'heure, les familles ont été déplacées sur un terrain dans une ZI du Denaisis, et le père Arthur, qui les suit depuis le début, leur fournit des vivres : encore une solution précaire. Principalement, le collectif rappelle qu'il faut trouver des solutions viables à long terme pour les Roms et les riverains.

Loire-Atlantique - Carquefou

Un dialogue autour des Roms

Ouest-France – samedi 16 avril 2011

L'Association Vivre Ensemble à Carquefou a tenu son assemblée générale, faisant un point sur la situation actuelle des 25 familles roms de la commune, réparties sur plusieurs terrains, dans l'attente d'une expulsion, sauf au Prouzeau, où le propriétaire du terrain est inconnu, ce qui rend les démarches d'expulsion impossibles.

La solution idéale serait de désigner un terrain où ces familles pourraient s'installer durablement. L'association voudrait réussir à faire changer d'avis le maire de Carquefou, Claude Guillet, qui s'y refuse, coincé entre certains riverains réfractaires et les partisans de la cause rom.

Pour cela, Vivre Ensemble propose un dialogue entre les Carquefoliens et les roms, pour rendre l'insertion possible. Elle entend par là clarifier certaines idées reçues sur l'assistanat de ces familles roms, qui profitent très peu d'aides sociales. Le but : coordonner un projet global sur l'agglomération, à l'aide des autres associations présentes sur le territoire. Ne leur manque qu'un lieu pour créer un point d'échange fixe.

Ile-et-Vilaine - Rennes

Rencontres : regards sur les Roms

Info35.fr – 27 avril

Jeudi 12 mai de 14h00 à 16h00, Salle polyvalente de l'aire d'accueil des gens du voyage, avenue Gros-Malhon à Rennes

Quelle place occupent actuellement les Roms en France, en Europe et, plus largement, dans le monde occidental ?

La réflexion s'organiserait autour du film « Roms et Gens du voyage » du CNED et de la vidéo sur les "Roms de Pata Rat" de Nani Blasco, réalisée dans le cadre du projet « Correspondances Citoyennes en Europe – les migrations au coeur de la construction européenne ». La discussion se poursuivra autour des réalisations artistiques issues de ce projet.

Organisé par la MIR, le Lycée Chateaubriand de Rennes, AGV 35 et l'Age de la Tortue.

Aquitaine

Bordeaux

Les corps des Roms toujours à la morgue

Sud-Ouest - 29 avril 2011

Quatre jeunes Roms bulgares ont trouvé la mort quai de Brazza, à Bordeaux, dans un accident de voiture, vendredi 22 avril. Gadjev Mladen, 22 ans, conduisait sa vieille BMW lorsqu'un 4x4 les a percutés. Une jeune femme, Raceva Miroslava, 22 ans, enceinte de sept mois, a péri en même temps que l'enfant qu'elle portait. Leurs corps reposent à la morgue, leurs proches ne peuvent pas financer le rapatriement des corps (9000 euros). L'association Procom, présidée par Jérôme Lobao, a fait un appel pour réunir quelques chèques. Si cela ne suffit pas, ils risquent d'être inhumés au cimetière des indigents à Bruges.

JUSTICE

Nord-Pas-de-Calais - Wattlelos

On s'écharpe autour des Roms

Nord-éclair.fr - mardi 19 avril

A Wattlelos, l'affluence de Roms devient problématique : huit familles, chassées de Villeneuve d'Ascq, se seraient installées sur un terrain privé, à l'abri des regards et d'une expulsion ordonnée par la ville : ce terrain a été racheté par l'Établissement public foncier (EPF).

« Ils seront traités avec humanité jusqu'à leur départ que j'espère le plus rapide possible, mais ils ne sont pas les bienvenus à Wattrelos ! », assène Dominique Baert, député-maire PS de Wattrelos. Dominique Baert a la sensation de faire figure d'exemple avec ses efforts d'intégration des gens du voyage à sa population riveraine, contrairement à certaines communes voisines. Le problème étant différent face aux Roms, qui n'ont pas de terrains où s'installer officiellement. Mais le maire (PS malgré ses déclarations) fait en sorte que certaines conditions d'hygiène soient respectées pour ces familles, dont le séjour reste suspendu à un fil : le maire a d'ores et déjà envoyé un courrier à l'EPF pour que ce dernier engage une procédure d'expulsion. « Il n'y aura aucune faiblesse, aucune tolérance administrative de notre part. Le vivre-ensemble impose qu'on ait les moyens de traiter le problème et nous, nous avons déjà fort à faire. » On espère que le maire, qui est également vice-président de la communauté urbaine en charge du budget, saura convaincre ses collaborateurs de l'urgence de la situation.

Hérault - Montpellier

Garosud , le 29 mars : Une expulsion qui tourne au drame

Montpellier Journal - Mardi 19 avril 2011

Des familles à la rue, privées de leurs biens personnels, un policier blessé. Décidée par le préfet Claude Baland, le recours à la force publique pour expulser plusieurs familles de Roms d'un terrain privé n'a rien réglé si ce n'est de permettre à la Société d'équipement de la région montpelliéraine, contrôlée majoritairement par la ville et l'agglomération, de récupérer la jouissance de son bien. Le Collectif de soutien aux Roms de Montpellier parle « d'absence de vision humaine et sociale ». La préfecture ne s'est pas prononcée sur le sujet.

Les faits sont difficiles à établir, sachant que seule la version donnée par la police nationale est relayée par les médias. Un policier aurait été touché à la tête par une pendant l'évacuation, et aurait perdu connaissance, frappé par une personne évacuée. S'en seraient suivis une ITT (Incapacité totale de travail) de quelques jours et 15 jours d'arrêt maladie. Un autre aurait été blessé au pied. L'auteur de ces réactions violentes n'est pas précisé. D'un autre côté, le collectif de soutien aux Roms parle de comportements irrespectueux de la part des policiers lors de l'évacuation, la matraque sortie, « bien bourrés »... Il faut chercher à comprendre bien comment ces faits ont pu avoir lieu, devant des familles entières, avec femmes enceintes et enfants.

Le 29 mars au matin, l'évacuation du terrain appartenant à la SERM (Société d'équipement de la région montpelliéraine) a lieu, ordonnée par la préfecture « pour l'aménagement d'un bassin de rétention en vue de la prévention des inondations dans le secteur ». Cette première évacuation a lieu sans incidents. Les familles de Roms se retrouvent à la rue, sauf quelques mères avec de très jeunes enfants. Ils sont ballottés de terrain en terrain, jusqu'à celui des rives du Lez, où vivent déjà 200 Roms. C'est lorsque l'équipe de policiers qui a procédé aux expulsions du matin leur intime l'ordre de se déplacer de nouveau, puis procède à un contrôle « musclé », que les événements ont lieu. Réaction violente de quelques hommes Roms, et usage massif de gaz lacrymogène par la police, y compris sur les femmes enceintes et les enfants. La présence à Grammont (le terrain déjà bondé) du commissaire divisionnaire Jean-Marie Farnault, directeur départemental adjoint de la sécurité publique, est confirmée. L'affaire était suivie à un haut niveau hiérarchique par la police.

Le collectif écrit, dans son communiqué du 2 avril : « Sans les excuser, on peut comprendre qu'il ait pu y avoir quelques débordements pour peu qu'il y ait eu quelques propos ou gestes « durs » ». Les Roms étaient connus dans le milieu policier comme des personnes tout à fait pacifiques.

F. Berenguer d'Alliance explique que les policiers présents sur le terrain n'ont pas non plus la solution de relogement, et sont exécutants. JC Taddei, membre du collectif de soutien aux Roms, déplore le manque de dialogue européen sur la question. La situation ne doit pas s'éterniser, et des fonds doivent être levés.

La préfecture garde le silence sur le sujet, tandis que la mairie de Montpellier a fait installer l'eau, l'électricité et des toilettes sèches sur le terrain de Grammont, en attendant une solution à un plus haut niveau.

Serge Fleurence, 1er adjoint au maire de Montpellier, argue lui aussi qu'il faut absolument aborder la question de l'intégration des Roms au niveau européen. Pour l'heure, une demande de table ronde des maires de France a été envoyée il y a un mois à l'AMF.

Du côté de l'État, le contact ne se fait que dans le cas d'expulsions. Sinon, côté suites, c'est le silence.

Val de Marne – Villeneuve-le-Roi

Accusation d'incitation à la haine anti-Roms

AFP – 20 avril 2011

Une enquête a été ouverte par le parquet de Créteil sur des faits d'incitation à la haine contre les Roms, après un dépôt de plainte qui vise le député-maire (UMP) de Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), Didier Gonzalez, a appris l'AFP le 18 avril, de source judiciaire. Fin mars, un élu d'opposition PCF, Joël Josso, a porté plainte contre le député-maire, dénonçant une stigmatisation des Roms de la part de l'édile qui appelait publiquement à l'évacuation de deux campements installés sur sa commune. Dix ressortissants roumains se sont associés à cette plainte.

Didier Gonzales répond qu'il ne voit pas en quoi il s'agit d'une incitation à la haine raciale. "Ils sont installés sur un terrain dangereux pour lequel on a toujours fait évacuer les gens", a-t-il ajouté. Il accuse le conseil général, qui n'a pas demandé l'expulsion des occupants du terrain qui lui appartient, d'une "exploitation politique" sur la situation des Roms.

Loire-Atlantique - Nantes

Roms : non aux expulsions sauvages

Ouest France - mercredi 20 avril 2011

Près de cinquante militants, suivant l'appel du collectif Romeurope agglomération nantaise, se sont massés ce mercredi 20 avril en fin d'après-midi devant le palais de justice de Nantes. Suite à l'expulsion illégale de deux familles roumaines installées sur un terrain vague appartenant à l'enseigne Leclerc, les revendications des associations présentes : un droit à l'habitat décent pour toutes et tous, et que ces familles n'aient pas à habiter des lieux illégalement. L'affaire est toujours en cours de jugement.

Nord - Lille

Les Roms se sont déplacés

[Nordeclair.fr - jeudi 21 avril 2011](#)

C'était leur dernier jour de répit sur ce terrain, et ils ont vidé les lieux d'eux-mêmes. La quarantaine de Roms installés au carrefour Pasteur à Lille ont levé le camp mercredi 20 au matin, avant l'arrivée des autorités. Motif de l'expulsion : ce nœud routier n'est pas habitable, insalubre, dangereux à cause d'un trafic très dense. Les Roms, pour la plupart des couples auraient investi un autre terrain de la ville depuis, selon l'élue en charge des exclusions, Marie-Christine Staniec-Wavrant. Pour la prise en charge, elle s'en est remise à l'AREAS, qui s'est spécialisée dans l'accompagnement social des Roms.

Seine-Saint-Denis – Saint-Denis

Roms: 59 OQTF distribuées

[Métro France.fr – 21 avril 2011](#)

A l'initiative de la préfecture de Seine-Saint-Denis, 59 OQTF ont été distribuées jeudi matin à des Roms « en situation irrégulière », installés à Saint-Denis sur quatre terrains pourtant sous convention avec la commune. Un témoin venu soutenir les Roms parle d'une opération de contrôle de trois heures sans que les occupants du camp ne puissent sortir.

Arrivés en juillet après l'évacuation du Hanul, le plus ancien campement rom d'Ile-de-France avec 10 ans d'existence, les Roms ont été soutenus par la ville, explique le maire adjoint de Saint-Denis, Denis Bally-Bagayoko. La préfecture semble voir d'un mauvais œil la convention passée avec la ville de Saint-Denis. Des recours collectifs sont en cours concernant les OQTF, mais on craint une possible expulsion avant cette date. Le maire a assuré que les efforts concernant la scolarisation des enfants continueraient, et que le but de la mairie reste de déplacer ces familles dans des endroits plus viables, avec de meilleures conditions de vie.

Hellemmes/Villeneuve d'Ascq

Destruction d'une habitation Rom

[La Voix du Nord - mardi 26 avril 2011](#)

Un abri construit par la municipalité d'Hellemmes a été détruit le samedi 23 avril à la demande de la ville de Villeneuve d'Ascq. La cabane devait servir à abriter une famille de six personnes, dont trois enfants en bas âge. Il y aurait conflit concernant la situation du terrain entre les deux municipalités. Le maire de Villeneuve, Gérard Caudron, défend l'intervention des six employés municipaux, dont des policiers. Selon lui, la situation sociale est de pire en pire dans la ville, et les riverains contiennent une violence à l'égard des populations qui, n'ayant pas d'autre lieu d'habitation, modifient le paysage urbain. Le maire d'Hellemmes, Gilles Pargneaux, regrette cette intervention et tient à ce que cette structure soit reconstruite. Il ajoute que le problème des Roms doit se résoudre à l'échelon européen. Selon lui, « Il faut imaginer des parcours d'insertion pour éviter la mendicité et permettre la scolarité des enfants. »

Villeneuve d'Ascq

Camps Roms : des oppositions marquées

La Voix du Nord - vendredi 29 avril 2011

La conseillère municipale d'opposition, Florence Bariseau, affirme la position de son parti (UMP) suite au démantèlement du 23 avril de la baraque dans un camp de Roms, et questionne la responsabilité du maire de Villeneuve : « La situation aujourd'hui, pire qu'hier à la fois pour ces populations et les riverains, est la conséquence du refus de Gérard Caudron, il y a six mois, d'évacuer les camps illégalement occupés. » Depuis la demande de destruction de la cabane destinée à cette famille, et financée par la commune d'Hellemmes, le message humaniste du maire semble brouillé, selon elle.

EUROPE

Des fonds européens devraient aider à l'intégration des Roms

Nord Eclair - lundi 11 avril 2011

Après un débat virulent, cet été, autour de la question des Roms, entre le gouvernement français et la Commission européenne, les choses ont peu évolué du point de vue humanitaire. Des campements sont démantelés, des dizaines de familles se retrouvent fréquemment mises à la rue, expulsées.

Des fonds européens existent, « Mais ils ne sont pas utilisés. Les États ne les mobilisent pas ! », explique l'eurodéputée Hélène Flautre (EELV) qui plaide pour qu'associations et politiques se saisissent d'un récent texte de la Commission européenne pour « faire pression sur l'État ». Intitulé « le cadre de l'UE pour les stratégies nationales d'intégration des Roms », ce texte mis en place récemment envisage une série « d'objectifs en terme de respect des droits sociaux », précise Hélène Flautre. L'eurodéputée assure également que « les États vont devoir s'expliquer sur les moyens mis en œuvre ». Les politiques publiques des États membres seront notamment examinées par l'Agence des Droits fondamentaux de l'Union européenne. Même si le texte se place à horizon 2020 sans objectifs vraiment ambitieux, et sans sanctions pour les mauvais élèves.

« Veiller à ce que chaque enfant Rom achève au moins sa scolarité primaire », « réduire l'écart » d'accès à l'emploi, au logement et aux soins entre les Roms et le reste de la population... autant de directives théoriques, qui peuvent être appliquées en France dans une certaine mesure. Par exemple, les restrictions d'accès à l'emploi des Roumains ou des Bulgares en France, décidées en 2007, qui devraient être levées fin 2011, jusqu'à nouvel ordre. La Commission Européenne, dans ce texte, pousse les Etats membres à utiliser les crédits mis à leur disposition : 26,5 milliards d'euros sont là « pour soutenir les efforts des États membres dans le domaine de l'intégration sociale, y compris pour l'aide à la population rom ». Seuls 31% ont été utilisés jusqu'en 2009.

Pour finir, laissons la parole à Hélène Flautre : « lorsque les associations s'entendront dire par le préfet qu'il n'a pas de fonds, elles pourront lui montrer ce document. »

ETRANGER

Roumanie

La France veut former la police roumaine

Europe1.fr - le 19 avril

Claude Guéant s'est rendu en Roumanie lundi, officiellement, pour proposer l'aide de la France pour que la Roumanie puisse entrer dans le club des pays européens membres de l'espace Schengen, au sein duquel il n'y a plus de frontières. Selon les informations d'Europe 1, sa visite avait un autre but également : le ministre de l'Intérieur redoute une ouverture trop rapide des barrières frontalières qui séparent la France de la Roumanie. Il craint un nouvel afflux de Roms sur le territoire français.

Le message au président roumain Traian Basescu précise que si la Roumanie veut le soutien de la France pour adhérer à l'espace Shengen, elle doit accepter que sa police soit formée par leurs homonymes français, allemands et britanniques, « spécialisés » sur la question.

Hongrie- Budapest

Une milice d'extrême droite déloge des Roms

RFI- samedi 23 avril 2011

Gyöngyöspata, le 22 avril 2011 : près de 280 femmes et enfants Roms ont dû évacuer leur village, à une centaine de kilomètres de Budapest, en Hongrie. La raison : une milice d'extrême droite, Vedero (« Force de défense ») a besoin d'une partie du terrain pour un week-end d'entraînement pendant les vacances de Pâques.

Les hommes, eux, sont restés sur place, tandis que les femmes et les enfants ont été logés par la Croix-Rouge dans un centre de vacances près de Budapest.

Le parti Jobbik, un parti d'extrême-droite qui comptait 46 sièges au Parlement l'année dernière, soutient les groupes de miliciens qui, en mars dernier, avaient déjà traumatisé la population Rom de ce village en les harcelant à la suite d'une marche de « restauration de l'ordre ». Ce fait avait attiré l'attention du Parlement européen, d'autant plus que la police était restée de marbre pendant les faits. Cette fois, 400 policiers ont été déployés pour s'assurer que les hommes restés sur place ne subiraient pas de persécutions.

Le parti actuel au pouvoir en Hongrie, le Fides, met régulièrement de l'huile sur le feu de l'ultranationalisme à travers un discours qui se retourne vers les plus pauvres, dont les Roms du nord du pays.

Rappelons également que le 25 mars dernier s'ouvrait à Budapest le procès de quatre hommes accusés d'avoir tué six Roms, dont un enfant de cinq ans et son père, au cours d'une série d'attaques racistes de 2008 à 2009.